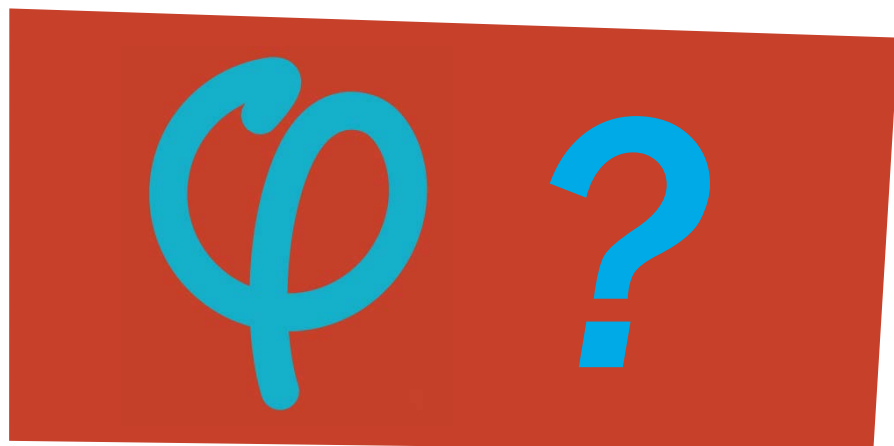


Tendance **CLAIRE**

pour le Communisme,
la Lutte Auto-organisée,
Internationaliste
et Révolutionnaire



1 €
2 € soutien

Critique du programme

de

Mélenchon

« L'Avenir en commun »



L'impasse antilibérale de Mélenchon. L'avenir hypothéqué d'une France soumise au système capitaliste



Le programme de Mélenchon, « L'Avenir en commun », est désormais connu depuis quelques mois. Il a été édité en livre, mais il est aussi disponible sur le site de la Tendance Claire du NPA¹. Une critique de ce programme a déjà été publiée dans l'hebdomadaire du NPA² et également dans le mensuel du NPA³.

Ces critiques nous semblent insuffisantes et beaucoup trop superficielles. Elles sont axées sur l'insuffisante radicalité des mesures d'urgence et la critique du chauvinisme (bien réel) de Mélenchon. Mais elles font l'impasse sur ce qui nous différencie fondamentalement de Mélenchon : notre anticapitalisme versus son antilibéralisme. Faute de remettre en cause la propriété et les institutions capitalistes, Mélenchon se condamne à l'impuissance et donc à trahir très rapidement son pro-

gramme, comme Mitterrand en 1981. L'antilibéralisme est une escroquerie, d'autant plus dans un capitalisme en crise où les marges de manœuvre sont quasi-nulles pour des réformes progressistes.

Il faut bien reconnaître que La France Insoumise de Mélenchon a le mérite de proposer un programme avec des mesures détaillées (dont un certain nombre sont progressistes), un projet, une direction. Mais ce programme et cette direction que Mélenchon veut faire prendre à la France ne visent en aucun cas la destruction du capitalisme, alors que celui-ci est construit sur l'exploitation d'une majorité par une minorité, sur l'oppression et la division. C'est cela que nous voulons attaquer.

Nous avons donc décidé de faire une critique substantielle de ce programme, en plusieurs parties, pour

en critiquer sa logique fondamentale (l'antilibéralisme) et ses différentes déclinaisons thématiques, tout en dessinant en creux un programme anticapitaliste révolutionnaire en rupture avec le système en place.

Sur l'introduction du candidat

Le livre du programme (non disponible en format PDF accessible à toutes et tous) débute par une introduction de Mélenchon. Il s'agit d'un chapeau synthétique mais dans lequel on voit déjà très clairement son projet politique.

Il commence par un état des lieux de la dégradation de la si « puissante » France, avec la crise climatique, le chômage, la pauvreté, le productivisme, les oppressions, les préjugés de classes

1. <http://tendanceclaire.org/breve.php?id=22078>.

2. <http://npa2009.org/arguments/politique/melenchon-lavenir-en-commun-le-decalage-droite>

3. <https://npa2009.org/idees/politique/melenchon-de-lhumain-dabord-lavenir-en-commun>

(comme quoi, les classes elles sont normales, il suffit de ne pas avoir de préjugés), les conditions de vie, la dégradation des services publics, etc., Mélenchon affirme que cette dégradation est du à « trente ans de gâteries aux puissants jamais rassasiés ». Cette analyse nous semble problématique car l'accumulation capitaliste n'a pas attendu l'arrivée de Chirac au gouvernement ! C'est le système économique qui implique cette accumulation et cette folle accumulation nous condamnant à être exploité-e-s est bien plus vieille.

L'analyse de Mélenchon est pourtant claire : « À nos yeux, l'urgence écologique, le désastre social et le délabrement de la démocratie sont les trois visages d'une même réalité. Nous étouffons sous le règne de la finance. » Si on ne peut pas nier l'influence désastreuse de la sphère financière, il est illusoire de penser que sans elle, tout irait pour le mieux ! Il faut aussi et principalement s'attaquer au fondement de ce système injuste et cruel, l'exploitation !

Mélenchon décline ensuite les points clés du programme qui suit son introduction, et les différentes mesures pour réaliser « la transition vers une société plus douce et donc plus égalitaire dans ses rapports sociaux ». C'est là l'objectif de Mélenchon : rendre plus doux le système capitaliste, mais pourquoi donc s'en satisfaire quand on peut lutter et œuvrer à la construction d'un nouveau monde qui n'est pas construit sur l'exploitation ?

Une nouvelle constitution bourgeoise pour réformer le capitalisme

Critique du chapitre 1 « Face à la crise démocratique, convoquer l'assemblée constituante de la 6^e République »

S'il est élu, Mélenchon, tout en commençant à appliquer son

programme, veut convoquer une assemblée constituante pour fonder une « 6^e République », et une fois celle-ci adoptée, il démissionnera nous dit-il (en ne disant rien quant aux délais et échéances). Mais il a déjà quelques idées sur les contours de cette nouvelle république. Il s'agirait d'une république parlementaire classique qui garantirait le droit de propriété, qui serait simplement « soumis à l'intérêt général ». Qui dirait le contraire ? D'ailleurs, soulignons que la constitution actuelle intègre le préambule de la constitution de 1946 qui dit que : « *Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité* ». Mélenchon n'est même pas capable d'aller aussi loin. Il veut simplement développer les services publics (ce qui est une bonne chose) et protéger quelques « biens communs ». Cette thématique est à la mode puisque Hamon a repris cette idée de « constitutionnaliser les biens communs » et le PCF en fait également son miel. C'est au fond une logique social-libérale : on prétend protéger quelques « biens communs » tout en laissant la plupart des biens être produits selon les critères de rentabilité. Il n'y a même plus l'objectif lointain de collectivisation des moyens de production, qui était présent dans le socialisme réformiste classique (même si jamais appliqué). Notons au passage qu'il est pour le maintien de postes de hauts fonctionnaires, de l'ENA, pour faire perdurer cette machine bien huilée (même s'il veut limiter quelques abus).

Mélenchon est resté bloqué sur le modèle de la révolution de 1789. C'est assez clair connaissant la ligne de son Parti de gauche (PG), ou encore avec le logo « Phi » symbole de la « Raison ». Il voit

sa Constituante comme une réédition du combat de la bourgeoisie contre Louis XVI, plus que comme un prolongement des deux siècles de luttes du mouvement ouvrier qui ont suivi... Avec des références aussi déconnectées, le candidat de la « France Insoumise » ne peut pas apporter de réelles solutions.

En 37 pages de programme, il n'y a pas une seule occurrence des mots « capitaliste », « capitalisme », « socialisme », et bien sûr pas de « communisme ». Pour Mélenchon, le clivage fondamental n'est pas entre les travailleurs/ses et les capitalistes (seuls les préjugés de classes sont condamnables), mais entre le « peuple » et « l'oligarchie ». La nouvelle constitution devra « balayer l'oligarchie » dans un cadre qui restera capitaliste : autant dire que cela n'est pas possible ! Les gros actionnaires (comme Xavier Niel pour Free ou Liliane Bétencourt pour l'Oréal) et les PDG (comme Carlos Ghosn, patron de Renault ou Eric Olsen patron de Lafarge) ne céderont pas face à de prétendues menaces constitutionnelles. Il n'est pas possible de contraindre des patrons par la négociation mais seulement par l'expropriation !

Sa constitution donnera-t-elle de véritables droits aux travailleurs face aux capitalistes ? C'est ce qu'il prétend, mais c'est du flanc. Les salariés auront le droit à un « vote de défiance » à l'égard de leur patron, sans qu'on sache ce qu'il entraînerait ! Les comités d'entreprise auront un « droit de veto suspensif » sur les seuls licenciements économiques. Autrement dit ils pourront suspendre (combien de temps ?) les licenciements économiques mais pas les empêcher.

Pour faire régner l'ordre, et notamment le respect du droit de propriété, Mélenchon veut « renforcer les moyens humains et matériels des forces de sécurité, en quantité

et qualité » et « créer une garde nationale ». Il prétend refuser la « logique de l'exception » mais il ne veut pas abolir l'état d'urgence (seulement combattre ses abus). Il encourage la délation (« signaler ») des personnes « suspectées » de pouvoir glisser sur la pente du terrorisme. Il veut embriquer les jeunes dans un « service citoyen obligatoire » de 9 mois, pour leur apprendre l'amour de la patrie et de l'État. Dans sa logique de nation forte et universelle, il souhaite aussi sortir « des guerres déstabilisatrices et des alliances hypocrites avec les pétro-monarchies du Golfe », mais quelles guerres sont celles déstabilisatrices ? Vu les positions qu'à eu Jean-Luc Mélenchon concernant les interventions militaires de la France, on peut douter de son anti-impérialisme, combat qui doit être central. Par ailleurs, est-ce que le commerce d'avion du « fleuron Dassault » avec ces pétro-monarchies lui pose aussi problème ?

Mélenchon veut une « république universelle » et prétend « abolir les ségrégations ». Autrement dit, la nouvelle constitution va proclamer l'abolition du patriarcat et du racisme ! C'est beau, sauf que Mélenchon, en 37 pages de programme, ne dit pas un mot contre la racisme d'État, et en particulier l'islamophobie d'État. Il ne suffit pas de proclamer la république universelle et de combattre tous les replis communautaires pour faire disparaître les oppressions raciales et sexistes. Faute de s'attaquer aux racines de ces oppressions (en impul-

sant des cadres d'auto-organisation à toutes les échelles de la société, par exemple), et donc aux fondements même du système capitaliste, celles-ci se perpétueront et les grandes déclarations universalistes ne serviront qu'à jeter un écran de fumée pour les nier. Il faut s'attaquer aux bases matérielles qui permettent et entretiennent les oppressions et l'exploitation.

Il existe des nuances entre les formes de « démocraties bourgeoises », et la 5^e République est une des moins démocratiques. Mais l'expérience des précédentes républiques françaises parlementaires ou des autres pays montre que ces différences ont peu d'impact sur la vie concrète des travailleur.se.s et l'exploitation capitaliste. Bien sûr, les mesures proposées telles que le droit de vote à 16 ans, la révocation des élu.e-s, le droit de vote pour résident.e-s étranger.e-s aux élections locales (seulement !) sont des mesures progressistes, de même que le changement d'état civil libre et gratuit. Mais même si un éventuel processus constituant pour une 6^e République soulèverait certainement un enthousiasme idéaliste dans certaines couches de la population, il ne mobiliserait pas les couches les plus exploitées, qui ne ressentent que dégoût ou désintérêt pour des institutions détachées d'eux. Et pour cause : difficile de s'intéresser aux modalités d'élection de députés parmi des avocats, des patrons, des haut-fonctionnaires... mais presque aucun.e ouvrier.ère ou employé.e, surtout depuis l'effondrement du

PCF⁴.

Dans la même dynamique, les mesures proposées pour le contrôle des médias sont des mesures « par le haut » : élection des président de France Télévision et Radio France, loi anti-concentration des médias, etc., alors que le problème central est l'asservissement des médias à la classe dominante : sans lutte de classe, alors pas d'espoir du côté des médias, là encore, l'espoir viendra du développement de l'auto-organisation sur ces lieux de travail.

Dans ces conditions, la politique de Mélenchon et le républicanisme du PG ne peuvent avoir que pour effet de canaliser les énergies militantes dans une impasse. Nous défendons bien évidemment les droits les plus étendus possibles, mais cela fait bien longtemps que le capitalisme a montré que « les droits formels » ne seront jamais pleinement des « droits réels » pour les exploité.e.s. Si nous voulons une « démocratie réelle », une « République sociale » si l'on veut⁵, il nous faut des institutions révolutionnaires. La démocratie ne doit plus s'arrêter aux portes des entreprises, et ne doit plus être une vague représentation élue tous les 5 ans. Les entreprises comme les quartiers doivent être gérés par des conseils de travailleur.se.s, qui ont le temps de se réunir et d'élire des délégué.e.s mandatés et révocables parmi elles.eux. Il n'y aurait plus de politiciens professionnels, comme Mélenchon qui l'est depuis 40 ans.

Tendance CLAIRE,

1 février 2017

4. <https://www.youtube.com/watch?v=bhcQzkEjeCQ>

5. Nous ne fétichisons pas les mots, leur sens et leur impact politique dépend de l'époque et de qui les emploie. Mais la revendication de « République sociale » n'est plus du tout portée par notre classe, et aujourd'hui, les grands mots des politiciens sur « la République » servent avant tout à entretenir des illusions sur l'État français. Mélenchon est un de ces politiciens.

PROTÉGER ET PARTAGER

Un programme antilibéral illusoire qui promet la lune sans toucher substantiellement à la propriété des capitalistes !



Deuxième épisode de notre critique du programme de la France insoumise

sur le chapitre « Protéger et Partager »

Cet article s'inscrit dans la série d'articles de critique spécifique du programme de la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Cela fait suite au premier épisode du 1er février.

Dans cette partie de notre critique, nous nous intéressons plus particulièrement au chapitre deux du programme de Mélenchon intitulé « Protéger et Partager » (<http://tendanceclaire.org/contenu/autre/Programme-France-Insoumise-2017.pdf>). C'est dans ce chapitre que le candidat nous présente ses principales mesures économiques. Mélenchon nous ressort le vieux programme antilibéral de « relance » et de « redistribution » qui a systématiquement échoué partout : en

1981 en France, en 2015 en Grèce, etc.

Bon nombre de ces mesures vont dans le sens de plus de partage, d'une meilleure redistribution, et donc sont des mesures progressistes. Cependant il est illusoire de croire et de faire croire qu'elles peuvent être mise en place simplement par le haut, par de simple lois gouvernementales. En effet, pour la plupart, ce sont des mesures handicapantes pour les capitalistes (abrogation de la loi tra-

vail, régularisation des travailleurs sans papier, titularisation des précaires de la fonction publique, 6^e semaine de congés payés, etc.), et il y aura donc une forte réaction de la classe dominante, sauf s'il existe une mobilisation de masse suffisante pour effrayer les dirigeants capitalistes. Par ailleurs, il n'y a pas de marge de manœuvre pour une politique de relance, et celle-ci ne peut pas faire de la « puissante France » un pays dans lequel le capitalisme se porte bien. Bien au contraire, cela accentuerait la crise et déboucherait très rapidement (encore plus vite qu'en 1981) sur une politique d'austérité : cf. <https://tendanceclaire.org/article.php?id=71>.

À cela nous opposons des revendications claires et intransigeantes avec les capitalistes tout en ne nous faisant pas d'illusions : nous ne pourrions imposer ces revendications que grâce à la force de nos mobilisations, jusqu'à la rupture avec le capitalisme et son lot de pourritures dirigeantes dans les entreprises comme dans l'État.

Pour Mélenchon, l'État est neutre et il peut être mis au service de la population. En bon arbitre, il pourrait à la fois servir les exploités et les « bons » capitalistes, qui produiraient de façon écologique pour satisfaire les besoins sociaux. Or, l'État sert structurellement les intérêts des capitalistes, à l'opposé des nôtres. Pour imposer pleinement nos revendications, il faudra une immense mobilisation de notre classe qui fera émerger de nouvelles institutions sur les ruines des institutions de l'État capitaliste.

Voici les principales propositions de son programme économique :

- Une « révolution fiscale » pour redistribuer les richesses sans toucher aux rapports de production et à la propriété capitaliste.
- Mettre fin au pillage des ac-

tionnaires : comme si les actionnaires et les grands patrons n'étaient pas de la même classe... là encore, Mélenchon oppose actionnaires et salariés, alors que les travailleurs/ses s'opposent à l'ensemble de la classe dominante (actionnaires, PDG salariés, haut encadrement).

- Dé-financiarisation de l'économie, car les financiers « imposent la tyrannie du temps court sur le temps long de l'activité humaine ». Mais capital productif et le capital financier sont indissociables, et la financiarisation n'est pas une cause de la crise, mais une conséquence. En régulant davantage la finance, on ne sortirait pas de la crise et on ne mettrait pas fin à l'exploitation capitaliste ! La seule solution passe par la réappropriation des entreprises et des moyens de productions par les travailleurs et les travailleuses, pour décider de produire selon nos besoins, et non plus pour faire du profit.
- Augmenter massivement l'investissement public en utilisant notamment l'argent du pacte de responsabilité et du CICE.
- Encourager l'investissement en modulant la fiscalité sur les entreprises en fonction de l'utilisation des profits. Mélenchon nous fait croire que les capitalistes font la grève de l'investissement pour se gaver de dividendes, et qu'il suffirait ainsi d'une bonne fiscalité incitative pour que l'investissement reparte. C'est superficiel et faux. La part du profit qui est réinvestie ne baisse pas, et les capitalistes sont obligés d'investir pour rester compétitifs. La faiblesse de l'investissement, et donc de la croissance, est une

conséquence de la crise de rentabilité du capitalisme.

- Augmenter les salaires, notamment en faisant passer en début de mandat le Smic à 1 300 € net contre 1 143 € en 2016 (toute augmentation de salaire est bonne !). Pour le reste, c'est le flou total, aucun engagement chiffré pour les fonctionnaires par exemple.
- Limiter l'écart de 1 à 20 entre les salaires les plus hauts et les salaires les plus bas dans une entreprise, et interdire les parachutes dorés. Une mesure plus que juste, mais les riches ne vont pas accepter gentiment une telle mesure sans une pression des mobilisations de masses (qui elles peuvent faire vaciller le système).
- Créer un « pôle public bancaire » en concurrence avec les banques privées et qui devrait donc avoir les mêmes objectifs de rentabilité. Mitterrand était allé bien plus loin en nationalisant tout le secteur bancaire... et le mettre au service des capitalistes.
- « Contrôler et taxer les mouvements de capitaux » : pas question de fermer la bourse, de mettre fin à la libre convertibilité de la monnaie sur les marchés.
- Réguler la précarité et non y mettre fin puisque les entreprises privées ne devront simplement pas dépasser un quota maximum de contrats précaires. Une illustration supplémentaire de non remise en cause du capitalisme, et du projet d'en faire un qui se veut « gentil », mais toujours fondé sur l'exploitation.
- La durée de cotisation pour une retraite complète est fixée à 40

ans et le droit de retraite à 60 ans... Autrement dit, Mélenchon ne veut pas revenir aux 37,5 et donc il entérine les contre-réformes qui ont augmenté la durée de cotisation.

- Instaurer une 6ème semaine de congés payés et la majoration des heures supplémentaires. Par contre la réduction du temps de travail à 32 heures est reléguée à un objectif, il veut tout d’abord appliquer réellement les 35 heures.
- Éradiquer la pauvreté : instaurer la gratuité de l’accès à l’eau, le gaz, l’électricité sans parler de nationalisation, où bien mieux, d’expropriation? Quels sont les moyens mis en place pour de telles mesures? En expropriant ces grands groupes capitaliste, et en les mettant sous contrôle des salarié-e-s, alors une telle mesure est envisageable!
- Interdire les « licenciements boursiers » sans qu’on sache ce que cela veut dire; en fait les entreprises pourront continuer à licencier, l’État étant censé employer tous ceux qui ne trouvent pas d’emploi dans les entreprises capitalistes (« employeur en dernier ressort »), et s’il n’y

arrive pas la continuité du dernier revenu serait garanti. Mais qui peut croire que le revenu serait garanti si il n’est pas relié à un travail reconnu? Dans le cadre du capitalisme, l’État n’a tout simplement pas les moyens d’embaucher tous les chômeurs ou/et de leur fournir un revenu décent. Pour garantir un salaire à chacun, il faut revoir entièrement l’organisation de la production et mettre fin à la propriété privée des moyens de production.

D’une part, Mélenchon rogne sur les mesures d’urgences pour paraître « crédible ». D’autre part – et c’est le problème fondamental – même son programme allégué n’est pas crédible et est voué à l’échec. Taxer les profits pour financer les dépenses publiques ne fera qu’aggraver la crise du capitalisme et conduire inéluctablement à une austérité accrue, faute de s’attaquer à la propriété et au pouvoir capitalistes. Dans une période de crise structurelle du capitalisme, les marges de manœuvre pour une politique réformatrice sont quasi-nulles, et le retournement se ferait encore plus vite qu’en 1981 où il existait quelques marges de manœuvre. Et ce n’est pas le « protectionnisme solidaire » (qui

cherche à crédibiliser un tel programme de relance) qui permettra à Mélenchon d’appliquer son programme. Celui-ci vise à accepter les lois du marché, mais avec quelques aménagements, comme une augmentation des droits de douane visant certains pays ou des mesures favorisant certaines entreprises pour les marchés publics. Au « protectionnisme solidaire » de Mélenchon, nous opposons le monopole étatique du commerce extérieur, c’est-à-dire le contrôle des échanges externes par les travailleurs/ses pour protéger la production nationale des lois de la concurrence capitaliste.

La différence fondamentale entre un programme anticapitaliste révolutionnaire et un programme antilibéral ne réside pas dans la plus ou moins grande radicalité des mesures d’urgence. Elle réside dans le fait que les anticapitalistes révolutionnaires articulent les mots d’ordre à la nécessité d’exproprier les capitalistes et de prendre le contrôle de l’économie. C’est pourquoi il faut que les travailleurs/ses prennent le pouvoir en construisant leurs propres institutions, pour former un gouvernement des travailleur/ses!

Tendance CLAIRE,

9 février 2017

ÉCOLOGIE

Un catalogue de mesures qui ne permet pas de faire face à la crise écologique

jlm2017.fr

Engager la planification écologique



Il nous faut reconnaître que Mélenchon, par rapport à son origine (et à celle de son allié le PCF) a fait des progrès dans la prise en compte de l'écologie. Le programme aborde des sujets fondamentaux comme l'énergie, l'habitat, les transports, le logement, l'agriculture, la consommation, la biodiversité, etc. Contrairement aux autres candidats institutionnels, il envisage l'arrêt des grands projets inutiles et dangereux tels NDDL ou Bure. Il aborde de nombreux sujets souvent détaillés, allant même jusqu'à préconiser la réduction de « *la part des protéines carnées dans l'alimentation au profit des protéines végétales* ». Malheureusement, il s'agit principalement d'un catalogue à la Prévert de bonne intentions.

De grands principes...

Car Mélenchon veut nous faire croire qu'avec quelques mesures dans le cadre du capitalisme, on pourrait sortir de la crise climatique. C'est impossible, tout comme il est impossible de sortir de la crise économique du capitalisme par la politique keynésienne qu'il préconise. Soulignons d'ailleurs la contradiction du réformisme : puisque l'on ne veut pas exproprier l'économie privée, on ne peut que l'inciter, la « relancer »... Certes Mélenchon veut mettre cette relance « au service de la transition écologique ». Mais le gâchis et le productivisme sont consubstantiels au capitalisme. L'urgente transition écologique ne peut se faire qu'en rupture avec l'écono-

mie de marché, puisque celle-ci ne repose que sur la concurrence, seul moyen de survie des entreprises.

Comme le reste du programme de la France insoumise (FI), le programme écologique est basé sur de grands principes, mais sans les moyens réels de les appliquer. L'exemple le plus frappant est la proclamation qui figure au fronton du chapitre intitulé « *Face à la crise climatique, la planification écologique* », qui est : « *Inscrire dans la Constitution la règle verte instaurant l'obligation de ne pas prélever davantage que ce que notre planète peut régénérer* ».

La Constitution de la V^{ème} République sous laquelle nous vivons proclame déjà de nombreux principes généraux¹ qui n'ont aucune réalité, tout comme le « principe de

1. Notre article *Une nouvelle constitution bourgeoise pour réformer le capitalisme*

précaution » que Chirac avait fait ajouter. Cela fait des décennies que les COP successives se contentent de voter des résolutions appelant à une limitation du réchauffement climatique, et que les objectifs ne sont jamais atteints.

...pour une planification fictive

Mélenchon se gargarise de mots comme celui de « planification écologique ». Il ignore peut-être que ce terme est largement employé dans les services du ministère de l'écologie²... et qu'il ne désigne que des objectifs que les patrons de l'énergie ou du recyclage sont supplés d'atteindre. Même à l'époque gaulliste, où l'économie française était beaucoup plus régulée qu'aujourd'hui, on parlait de « planification indicative », pour la distinguer de la « planification impérative » des « économies socialistes » (stalinienne). Pour qu'il y ait une véritable planification, il faut que les capitalistes soient expropriés et pour qu'elle soit démocratique, il faut que les travailleurs/ses soient aux postes de commande.

« Pôle public de l'énergie » et coopératives locales

Mélenchon compte donc sur l'État (toujours vu comme un outil réutilisable à souhait) pour intervenir légèrement dans l'économie. Il veut donc constituer un « pôle public de l'énergie »³ : pas un monopole, mais un ensemble d'entreprises publiques en concurrence avec le privé. Il ne veut exproprier aucun capitaliste. Autrement dit, il veut payer, aux conditions des capitalistes, pour rentrer dans le capital de ces entreprises... avec quel argent ? Mélenchon veut donner des

directives, mais tant que l'on se refusera à toucher à leur propriété, les capitalistes auront le dernier mot.

Au même chapitre, la création de coopératives locales (qui demeureraient en concurrence avec le privé auquel on ne touche pas) relève de la même conception utopique alors que l'histoire a montré que la coexistence public-privé n'est en aucune façon capable de contrecarrer la folie meurtrière du marché.

La fiscalité, panacée du réformisme

Avec si peu d'incursions dans la propriété privée, Mélenchon compte centralement sur la fiscalité, qui est d'ailleurs l'outil central de son programme. En effet ses mesures écologistes (comme les mesures sociales) nécessitent un gros transfert d'argent :

- « Mettre fin aux situations de précarité énergétique que vivent les ménages » ;
- « assurer l'isolation d'au moins 700 000 logements par an » (rénovation écologique du bâti)
- « imposons la gratuité des quantités [d'énergie] nécessaires à une vie digne » ;
- « Sauver l'écosystème et la biodiversité ».

On le sait, Mélenchon prétend que via l'impôt sur le revenu, il prendra l'argent des riches au-delà de 30 000 €/mois. Nous ne croyons absolument pas que Mélenchon résisterait aux pressions des capitalistes contre cette mesure. Aucun gouvernement capitaliste n'a appliqué de revenu maximal dans l'histoire, sauf un court instant pendant

l'effervescence révolutionnaire de 1789... Or malgré tout son imaginaire jacobin, Mélenchon n'a aucune envie de s'appuyer sur une réelle révolution.

Plus déplorables encore sont les rares moyens de pression proposés pour forcer les industriels à obtempérer. On retrouve ici entre autres la vieille antienne réformiste des taxes incitatives dont l'inefficacité est patente :

- « Introduire une contribution carbone sur le transport de marchandises »
- « Instaurer une taxe kilométrique aux frontières de la France pour intégrer le coût écologique dans les produits, qui dépendra de la distance parcourue par les produits importés »

On sait pertinemment que les capitalistes se soucient comme d'une guigne de telles taxes dont le poids est systématiquement reporté sur les travailleur/ses. Un gouvernement Mélenchon ne pourrait donc pas mettre ce genre de taxe à un niveau élevé, sous peine de frapper de plein fouet les travailleur/ses les plus pauvres. Au final, avec de nouvelles taxes symboliques (comme « l'éco-contribution »), l'empreinte carbone des marchandises demeure inchangée.

Nucléaire et renouvelables : plus vite !

Au sujet du nucléaire, on se trouve là aussi en face d'un programme mollasson et irresponsable qui propose une sortie progressive en plusieurs décennies. À l'heure où les centrales arrivent en fin de vie, c'est un véritable scandale.

2. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/action-des-territoires-transition-energetique>
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/node/1171#e8>
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/trame-verte-et-bleu>

3. Même logique qu'avec son « pôle public bancaire » dont nous avons déjà parlé.

Bien davantage que de ne pas être « une solution d'avenir » comme dit dans le programme de la FI, le nucléaire est une véritable bombe à retardement : Tchernobyl et Fukushima nous l'ont montré clairement.

Arrêtons de repousser la date de sortie et exigeons-la maintenant ! Melenchon s'appuie sur le poussif scénario Négawatt qui ne propose pas mieux en matière de développement des énergies renouvelables que feu le grenelle de l'environnement de Sarkozy. Nous voulons une sortie du nucléaire en moins de 10 ans basée sur le scénario du NPA, en mettant les moyens nécessaires sur les économies d'énergie, et sur le développement des énergies renouvelables. Avec une monopole de l'énergie sous contrôle des travailleurs/ses, nous pourrions engager une reconversion des emplois du nucléaire dans les énergies renouvelables et dans la gestion de l'aval du cycle (déchets, démantèlement...). Voilà ce qui serait le début d'un vrai programme de transition énergétique.

Quelques autres mesures

Même s'il s'agit de thèmes importants, les principales mesures du programme de la FI montrent clairement qu'il s'agit d'une tentative « d'encadrer » le marché capitaliste, par des incitations, dissuasions et incantations :

— Mélenchon souhaite à juste titre développer les transports publics écologiques en « refusant la mise en concurrence

du transport ferroviaire » : le programme n'indique pas de moyens, il faut là encore extraire de force ce pan de l'économie de marché, et le mettre sous contrôle démocratique réel. Son engagement pour « la sortie du diesel en commençant par supprimer progressivement l'avantage fiscal pour les flottes d'entreprises » reste trop incitative pour être une vraie mesure.

- Mélenchon constate le « règne du déménagement permanent des marchandises », mais ne veut pas voir que cette logique (« flux-tendu », permettant de ne pas avoir de stock à gérer) sert à augmenter le taux de profit des entreprises. Ainsi, les taxes qu'il veut mettre en place seront au mieux très minimes (sinon, la mobilisation des grands capitalistes sera trop importante, et il ne pourra pas résister seul à la tête du pays).
- Dans le point sur la biodiversité, Mélenchon fait des déclarations de principe (qui font bien) comme « bannir les pesticides nuisibles », évoquant même l'éradication de la maltraitance animale, mais sans préciser aucun moyen de mise en œuvre.
- Mélenchon fait le constat de dissymétries dans les territoires, dans les villes, etc. Il veut à juste titre défendre et reconstruire le maillage de transports en commun et les services publics sur tout le territoire, dans les départements ruraux et les quartiers

populaires. Il veut inverser la logique de compétition entre territoires et stopper l'étalement urbain en incitant au rapprochement entre bassins de vie et d'emploi. Il ne parle cependant pas de gratuité des transports, ni de comment il pourra réaliser ses mesures. Il ne s'interroge pas non plus sur les raisons de la ghettoïsation de certains endroits, dû à la surexploitation capitaliste de certaines catégories de la population. Sans s'attaquer aux racines du mal, il ne peut apporter que de beaux principes en guise de pansements.

L'ensemble du programme écologique de la FI n'est donc au final qu'une énumération de mesures abstraites ou anodines, condamnées à l'impuissance faute de remettre en cause le pouvoir des capitalistes sur les moyens de production. Il faut donc que notre classe prenne le pouvoir par la mobilisation et l'auto-organisation et décide collectivement, en dehors du cadre de la concurrence capitaliste, de notre production, et de notre écologie !

N'attendons pas un sauveur, organisons-nous, et prenons conscience collectivement des possibilités que nous avons si nous ne laissons pas dicter nos vies par un système économique et par des grandes multinationales lobbyistes.

Tendance CLAIRE,

19 février 2017

UNION EUROPÉENNE

Quelle rupture avec l'Union européenne actuelle ?



Cet article s'inscrit dans la série d'articles de critique du programme de la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon¹. Après la critique des volets institutionnel², économique³, et écologique⁴ du programme, nous traitons aujourd'hui du chapitre 4 du programme de Mélenchon, consacré à l'Union européenne.

Le message semble être clair : « sortir des traités européens », alors qu'en 2012, placé sous tutelle du PCF, il prétendait simplement « construire une autre Europe »

sans rompre avec l'UE actuelle. Mélenchon était bien conscient qu'il ne pouvait pas s'en tenir à son programme de 2012, après la prévisible capitulation de Tsipras en Grèce et le rejet populaire massif (et légitime) de l'UE.

Le ton est apparemment ferme, mais les ambiguïtés demeurent. D'une part, Mélenchon ne veut pas directement rompre avec l'UE. Il veut avant tout tester un « plan A » qui consiste à proposer une refondation des traités. Il annonce

donc dans un premier temps rester dans l'UE, tout en désobéissant et en négociant d'autres traités. Et c'est seulement en cas d'échec des négociations que s'appliquerait un « plan B » de rupture avec l'UE par le rétablissement d'une monnaie nationale et le « contrôle » des capitaux et marchandises aux frontières nationales. Ce mécano jette un doute sur ses véritables intentions. Car si Mélenchon veut essayer d'appliquer son programme et vraiment désobéir, alors la rup-

1. Qu'on peut lire gratuitement sur notre site : <http://tendanceclaire.org/breve.php?id=22078>

2. Cf. <http://tendanceclaire.org/article.php?id=1133>

3. Cf. <http://tendanceclaire.org/article.php?id=1138>

4. Cf. <http://tendanceclaire.org/article.php?id=1149>

ture sera immédiate et il devra notamment réquisitionner directement la Banque de France pour avoir le contrôle sur la monnaie. Dans son opération de chiffrage de son programme le 19 février⁵, Mélenchon et son duo d'économistes (Jacques Généreux et Liêm Hoang Ngoc) se sont placés uniquement dans le cadre du plan A ! En fait, Mélenchon est persuadé que le plan A suffira : « *je suis persuadé que j'arriverai à convaincre. Je pense que n'importe quel esprit, fût-il d'un point de vue totalement opposé au mien arrive à comprendre qu'à un moment donné le bilan s'impose à tous* ». ⁶ Mélenchon réduit souvent la politique néolibérale de l'UE à une idéologie imposée par « les Allemands ». Même s'il lui arrive de préciser qu'il y a des classes populaires aussi en Allemagne, son discours cultive souvent l'ambiguïté. Il dénonce « l'Europe allemande », et fait comme s'il fallait « restaurer l'indépendance de la France » face à elle... S'il est clair que les capitalistes allemands sont ceux qui s'en sortent le mieux aujourd'hui en Europe, beaucoup d'autres en profitent, comme le CAC 40, et tous acceptent pour l'instant les règles de cette UE. Les pro-capitalistes européens comme Macron ne sont pas « soumis » à Merkel, ils veulent s'inspirer des mini-job ultra précaires d'outre-Rhin pour le plus grand bonheur des patrons français, et pour rattraper les patrons allemands.

Outre l'inconsistance de sa « tactique » de négociation, c'est le projet même de Mélenchon qui pose problème. Son plan A est l'acceptation d'une Union européenne refondée avec quelques aménagements, mais avec le maintien de ses vices originels. Il accepterait que la souveraineté monétaire soit déléguée à la BCE et que la principale variable d'ajustement (faute de pouvoir dévaluer sa monnaie) à l'intérieur de la zone euro pour rester compétitif soit les salaires. Cette logique de mise en concurrence généralisée des travailleurs/ses de l'UE est donc de fait acceptée par Mélenchon, et il n'a que « l'harmonisation sociale et fiscale » à lui opposer. Mais ce leitmotiv, aujourd'hui repris également par Hamon, nécessiterait pour être autre chose qu'un slogan des transferts budgétaires massifs des pays les plus riches vers les pays les plus pauvres de l'UE. Qui peut croire un seul instant que les capitalistes les plus puissants de l'UE accepterait un tel mécanisme ? D'ailleurs, Mélenchon ne l'évoque pas lui-même... Quant à son plan B, s'il devait au final s'y résoudre (mais tout indique qu'il capitulerait avant de le mettre en œuvre), ce serait le retour à un capitalisme national. Mais Mélenchon ne sortirait pas des contradictions du capitalisme en sortant de l'UE. Dans un capitalisme en crise, avec ou sans UE, il n'y a pas de marge de manœuvre pour des politiques keynésiennes

de relance.

Des porte-parole de notre parti ont signé un texte programmatique et stratégique avec les principaux lieutenants de Mélenchon (dont Coquerel)⁷. C'est une faute politique dramatique car, bien entendu, cet accord se fait sur des bases antilibérales, et pas sur des bases anticapitalistes révolutionnaires, en rupture avec la propriété et les institutions capitalistes. Concernant le rapport à l'UE et à l'euro, ce texte cherche à tirer les leçons de l'échec de Syriza en Grèce, ce qui est salutaire. Mais même sur ce plan il véhicule encore des illusions avec des demi-mesures. Il s'agirait notamment de créer une monnaie complémentaire à l'euro... tout en gardant l'euro ! Qui peut croire qu'un tel mécano monétaire pourrait fonctionner ?

L'UE est un ensemble d'institutions qui empêchent toute rupture avec l'ordre établi. Un gouvernement des travailleurs/ses devrait immédiatement, de façon unilatérale, rompre avec l'UE et l'euro, créer une monnaie inconvertible, et contrôler les échanges avec l'extérieur. L'internationalisme ouvrier des anticapitalistes n'a rien à voir avec l'Europe du capital et c'est ce que nous devons dire clairement aux travailleurs/ses qui vomissent à juste titre l'UE.

Tendance CLAIRE,

27 février 2017

5. Cf. <http://tendanceclaire.org/breve.php?id=22738>

6. Cf. <https://youtu.be/9oDZiX2W5zM?t=1h15m33s>

7. Cf. <http://www.cadtm.org/Les-defis-pour-la-gauche-dans-la>

LA NATION

La France « nation universaliste » ou comment légitimer l'impérialisme et la présence post-coloniale



L'hypocrisie du programme de la « France insoumise » éclate dans le chapitre 5 : « Face à la guerre, instaurer l'indépendance de la France au service de la paix ». Derrière un discours pacificateur, Mélenchon veut « redonner » à la France un statut de « puissance », en tête d'un regroupement excluant les USA désignés implicitement comme « le seul méchant impérialisme ». L'objectif : être hégémonique notamment au sein de l'ONU et « face au désordre libéral et au changement climatique » imposer « un monde ordonné ». Mélenchon célèbre l'ONU comme « organe légitime pour assurer la sécurité collective » alors que comme son ancêtre la « Société des nations », c'est la « caverne des brigands » (Lénine), lieu de confrontation des principales puissances impérialistes. En effet, il est illusoire de croire et de faire croire que, dans un monde capitaliste, les États peuvent ne pas chercher à tirer leur épingle du jeu pour que leurs économies respectives se portent mieux que celles des autres.

La compétition économique est nécessaire pour la survie des capitalistes.

Dès le chapeau introductif, le ton est donné et c'est le chef lui-même qui est cité : « *Nous sommes une Nation universaliste [...] Notre ancrage est en Méditerranée et avec les peuples francophones du continent africain, là où va se façonner l'avenir.* » Il n'y a pas de meilleures façons pour affirmer que l'objectif est de maintenir une réelle présence post-coloniale et de maintenir sous tutelle les « peuples francophones », c'est à dire les peuples victimes de l'impérialisme et de la colonisation. Et que veut dire l'« avenir se façonne » ? S'il s'agit d'une nouvelle source de profit pour les capitalistes, alors nous le combattons, et s'il s'agit d'un soulèvement de masses pour renverser le système, alors nous le soutiendrons.

Dans le même temps, Mélenchon proclame qu'il faut « *refuser la logique de choc des civilisations* » (A1) et surtout « *qu'il faut arrêter les guerres* », (F) pour permettre à chacun de vivre chez soi. Très bien mais alors pourquoi se félicite-t-il quand son ami Dassault vend des armes au monde entier ?¹ Puisque le secteur de l'armement est un des « fleurons » de l'économie française², un défenseur de la « puissance » de la France comme Mélenchon n'y mettra aucune entrave.

En outre, l'arrêt des guerres n'aura jamais lieu dans le cadre

du capitalisme, car, comme l'a déclaré un des modèles de Jean Luc « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* » (Jaurès). Dans un capitalisme en crise, les capitalistes se battront de plus belle pour l'accaparement de richesses ! Pour engager de telles combats, les différents États au service des classes capitalistes nationales, sont toujours prêts à engager des guerres sanglantes (même s'ils prétextent des causes humanitaires et démocratiques). Seul.e.s les travailleurs/euses organisés.e.s et conscient.e.s de leur intérêts communs pourront mettre fin aux guerres capitalistes en mettant à bas ce système. Nous opposons l'internationalisme ouvrier aux arrangements entre impérialistes au sein de l'ONU.

Mélenchon prétend vouloir « *changer de stratégie* » et rompre avec les pratiques actuelles concernant les relations internationales. Il n'a de cesse de parler de « diplomatie » et de « paix » mais toujours dans le même cadre : celui d'accords entre dirigeants de grandes puissances qui vont intervenir dans tel ou tel pays, avec la légitimité du plus fort. Il n'a de cesse de parler de l'ONU comme étant le « *seul organe légitime pour la sécurité collective* » (C1). Lorsque Sarkozy envahissait la Libye, le seul reproche que lui faisait Mélenchon était de n'avoir pas suffisamment agi dans le cadre de l'ONU... Mais qu'est-ce que cela aurait changé pour la Libye, qui a

1. France Inter, 1^{er} février 2012

2. La France est au coude à coude avec la Russie pour la deuxième place des pays plus gros vendeurs d'armes...

été durablement déstructurée ?

Mais faut-il lui rappeler que siègent au conseil de sécurité de l'ONU les plus gros marchands d'armes et les pays qui ont causé le plus d'horreur dans le monde, dont la France ? Faut-il lui rappeler que l'ONU est simplement un outil de légitimation du pouvoir des grandes puissances atomiques ? Faut-il lui rappeler qu'on n'apporte pas la paix les armes à la main ? Ce qu'il propose réellement s'apparente en fait à une politique impérialiste « à visage humain ».

Concernant la Françafrique, il indique qu'il faut « *respecter l'indépendance des États africains et la souveraineté des peuples en s'interdisant de se mêler des élections et réprimant les corrupteurs* ». (I1) Louable promesse... Mais pas très explicite ! Dans le tandem France-Afrique, ce sont les capitalistes français comme Total, Orange, Vivendi et Bolloré qui sont les principaux corrupteurs. Il est nécessaire de les exproprier, et de donner le contrôle de leurs implantations en Afrique aux peuples eux-mêmes, à qui leurs ressources reviennent de plein droit ! Mélenchon n'a aucune intention de faire cela, même pas l'intention de nationaliser ces groupes.

Chez Mélenchon, mettre fin à la Françafrique signifie respecter « l'indépendance des États ». Il devrait préciser comment : en mettant fin au franc CFA, en expropriant les grands patrons français comme Bolloré qui obtiennent des chantiers de construction monumentaux, en retirant toutes les forces armées qui occupent des pays entiers etc etc. Jamais Mélenchon n'y fait allusion, il se contente simplement de vagues postures. La réalité est qu'objectivement, il se retrouverait à la tête d'une France impérialiste qui continuerait à sou-

mettre ses néo-colonies.

Concernant la Syrie, Mélenchon veut une politique « *pour l'éradication de Daech, le retour à la paix, la transition politique et la reconstruction de la Syrie* » (G). Que signifie la paix en Syrie pour Mélenchon, lui qui appelle de ses vœux à « *organiser des élections libres et pluralistes sans ingérences étrangères sous surveillance de l'ONU (donc avec ingérence) pour que le peuple syrien souverainement et démocratiquement de ses dirigeants* » (G3).

Assad a réussi à maintenir son pouvoir par la force grâce au soutien de ses alliés russes et iraniens. Des villes entières ont été rasées pour cela, 6 millions de personnes ont été déplacées et plus 350 000 tuées. Plus de 17 000 personnes ont été enfermées, torturées et tuées dans les geôles du « régime ». Aucune élection libre ne pourra avoir lieu avant des dizaines d'années dans un pays qui vit une guerre civile depuis plus de 5 ans et où il n'existe plus aucune force politique organisée si ce n'est les forces armées kurdes du PYD.

De fait, sous un vrai langage politicien de vieux baroudeur de la politique, Mélenchon légitime le pouvoir d'Assad et se propose, comme généreux humaniste « *d'organiser à Paris une conférence internationale pour la reconstruction de la Syrie et le retour des réfugiés en intégrant la partie kurde aux négociations de paix* » (G4). Pour parler clairement, Mélenchon nous dit qu'il veut mettre autour de la même table boucher et victimes. Cela est honteux et montre la vraie nature de l'humaniste qui veut « *instaurer l'indépendance de la France au service de la paix* », c'est à dire traiter et légitimer un dictateur dans le but de lui renvoyer « ses » réfugiés. Notons de plus l'hypocri-

sie quand à son prétendu soutiens au forces kurdes lorsqu'il annonce « *la garantie de l'intégrité de l'État syrien et de ses frontières* » (G3). De fait, le Kurdistan syrien, le Rojava, est une enclave qui revendique la pleine possession de ces terres. On ne peut à la fois vouloir soutenir les Kurdes et Bachar Al Assad qui leur a annoncé récemment que leur « autonomie était provisoire ».

La question des frontières est évoquée et les choses sont claires : « *Refonder la politique européenne de contrôle des frontières extérieures et refuser la militarisation de la politique de contrôle des flux migratoires* » (F3). L'Europe de Mélenchon serait toujours une Europe forteresse. Il assume d'ailleurs clairement qu'il n'a « jamais été pour la liberté de circulation ». ³ La France insoumise chante l'Internationale à la fin de ses meetings, proclame qu'il faut « *respecter la dignité humaine des migrants* », mais cela ne restera que des mots. Des migrant.e.s continueront à mourir noyé.e.s en Méditerranée, en tentant de passer au travers du « Frontex à visage humain ».

Mélenchon dit qu'au lieu d'accueillir les migrant.e.s, il faut éviter qu'ils émigrent en aidant leurs pays à se développer... Bien évidemment que ces hommes, femmes et enfants, la plupart du temps auraient préféré ne pas avoir à tout quitter. Mais ce sont les pays impérialistes du Nord, dont la France, qui profitent et entretiennent la misère et les guerres. La « *realpolitik* » de droite ou de gauche, comme celle de Mélenchon, conduit à épouser les intérêts impérialistes de la France et à prétendre ensuite qu'on ne peut accepter « toute la misère du monde ». La France insoumise, toujours dirigée par le CAC40, contribuerait toujours à piller le Sud, et à fermer

3. <http://www.europe1.fr/emissions/ledito-politique-dyves-thread/migrants-jean-luc-melenchon-muscle-son-discours-et-cree-le-malaise-a-lextreme-gauche-2856280>

la porte à celles et ceux qui fuient la misère. Nous refusons fermement cette position. Nous voulons renverser le capitalisme pour pouvoir à la fois accueillir en urgence les migrant.e.s, et permettre à tous les peuples de satisfaire leurs besoins de façon égalitaire.

Ajoutons à tout ce merveilleux programme quelques petites touches un peu réacs de type « Unir le petit bassin méditerranéen autour d'objectifs communs de progrès » (J). Le chapeau est clair « *Ne nous résignons pas à voir la mer Méditerranée devenir seulement un cloaque ou un cimetière pour migrants. Il y a tant d'intelligence et tant à faire autour d'elle. Reprenons le fil de l'histoire de l'humanité, faisons place à l'intelligence, à la culture, aux coopérations tech-*

niques, scientifiques, écologiques. La France doit assumer la responsabilité particulière créée par son histoire, sa géographie, sa langue, la richesse et la diversité de son peuple ». La France doit assumer sa responsabilité particulière c'est à dire être hégémonique dans cette zone.

Terminons par un peu de nostalgie quant à la belle francophonie qui est « *un trésor à faire vivre pour un monde meilleur et d'avantage mis en commun* »(K) et nous avons là le discours du parfait néocolon.

Finalement, même si c'est noyé au milieu de dizaines de propositions, le programme complet de la FI et de JLM tient en une phrase au début du chapitre I : « *Un autre monde est possible. Plus juste, plus*

ordonné, plus écologique et moins soumis à la finance ». Aucune remise en cause de la propriété privée ou du capitalisme, simplement un faible désir chimérique d'un monde injuste un peu moins injuste. Outre l'utopie du concept, il s'agit aussi d'un monde plus juste dans lequel la France sera un moteur, comme lorsqu'elle « apportait la civilisation ». Un monde plus ordonné dans lequel la France tranchera les litiges internationaux « au service de la paix » : un jour en soutenant un dictateur, le lendemain en vendant des Rafales. Finalement, un monde ou des politiciens au service des capitalistes (français) décident à la place de tout le monde : rien de vraiment neuf sous le soleil !

Tendance CLAIRE,

8 mars 2017

L'AVENIR EN COMMUN

Un programme pour le « progrès humain » ?



Cet article est la dernière partie de notre critique du programme « L'avenir en commun » de la « France insoumise », qui porte sur les chapitres 6 et 7.

Un programme pour le « progrès humain » ? (6a)

Le chapitre 6 regroupe sous le terme « progrès humain » un pélemêle de mesures souvent justes, mais insuffisantes et surtout déconnectées d'une perspective politique permettant leur réalisation. L'ensemble est chapeauté par le paragraphe A, qui énonce de manière abstraite le besoin de nouveaux indicateurs de développement fondés « sur des critères de bien-vivre et de progrès humain ».

S'il est clair qu'on ne peut se satisfaire d'indicateurs économiques centrés sur les besoins des capitalistes, comme le Produit Intérieur Brut (PIB), il faudrait préciser la nature des nouveaux indicateurs censés mesurer le développement.

Comme souvent, le programme de la FI passe sous silence la question fondamentale de *qui* mettra en place les mesures qu'il propose. Si ce sont des énarques et des technocrates bien installés dans leurs privilèges, les nouveaux indicateurs qu'ils produiront seront compatibles avec le système capitaliste, comme l'illustrent les expériences du « bonheur national brut » au Bhoutan ou encore l'« indicateur du vivre mieux » de l'OCDE. C'est donc aux exploité-e-s et aux opprimé-e-s d'inventer, dans des cadres d'auto-organisation où les militant-e-s révolutionnaires pourront apporter leur connaissance de la planification communiste, les nouveaux indicateurs qui leur permettront de gérer eux/elles-mêmes la production en fonction de leurs besoins.

Par ailleurs, dans une société de classe traversée par des oppressions systémiques, certains groupes sociaux ont des intérêts contradictoires, à commencer par

les deux classes fondamentales que sont la classe capitaliste (« bourgeoisie ») et celle des travailleur-e-s (« classe ouvrière »). Proposer simplement des indicateurs de progrès *humain* empêche donc de s'en prendre aux racines matérielles de l'exploitation et des oppressions systémiques. Il faut donc compléter des indicateurs valant pour toute la société par d'autres fondés spécifiquement sur les intérêts de la classe ouvrière, des femmes, des non-blanc.hes et d'autres groupes opprimés.

Santé! (6b-f)

« L'espérance de vie a reculé en 2015 en France pour la première fois depuis 1969. » Partant de ce constat, Mélenchon et la FI se donnent pour objectif de stopper ce « recul de civilisation ». La première mesure avancée est de « rembourser à 100 % les soins de santé prescrits » (c1), ce qui est en effet la condition minimale pour la

bonne santé de la population. Cependant, quand il s'agit d'« élaborer un plan de santé environnementale » et d'« engager un plan de santé au travail » (c2), la question cruciale est de savoir qui est l'acteur de cette planification. Les problématiques de santé sont en effet très différentes selon l'appartenance de classe, de race et de genre. Est-ce une commission de « hauts fonctionnaires » technocrates issus du système capitaliste qui serait appelée à les résoudre ? La solution consisterait plutôt à faire élaborer ce plan par la population, dans des cadres d'auto-organisation. Cela pose la question des moyens employés :

- pour lutter réellement contre l'obésité et la malbouffe, il est nécessaire d'exproprier les grands groupes capitalistes du secteur agro-alimentaire et de confier leur gestion aux travailleur-e-s afin de les reconverter au service des besoins de la population ;
- pour abolir le logement insalubre et le mal-logement, il faut réquisitionner les centaines de milliers de logements actuellement vides et les affecter au logement des SDF et mal-logés ;
- des mesures très progressistes sont proposées pour améliorer le système médical : « combler les déserts médicaux, créer des centres de santé pratiquant le tiers payant » (c3) et « abolir les dépassements d'honoraire, renforcer le paiement au forfait et créer un corps de médecins généralistes fonctionnaires rémunérés pendant leurs études » (c4). Mais c'est encore la logique de « pôle public » qui cohabiterait avec le privé, sans réellement s'affronter à lui. Cela ne peut conduire qu'à un manque

de financement pour le public. Il faut fonctionnariser l'ensemble des médecins pour refléter le fait qu'ils tirent leurs revenus d'une part du salaire socialisé attribuée à la santé publique en leur donnant des droits et des devoirs au service de la population ;

- pour « reconstruire le service public hospitalier » (c5), il faut socialiser les hôpitaux privés afin de supprimer la logique de concurrence et de rentabilité entre établissements et laisser les travailleur-e-s gérer eux/elles-mêmes un domaine d'activité aussi fondamental pour la société humaine ;
- plutôt que de « créer un pôle public du médicament » (c6), il faut abolir la propriété privée des procédés pharmaceutiques et collectiviser les grands groupes pharmaceutiques sous le contrôle des travailleur-e-s du secteur.

Enfin, la question de *qui décide* est de nouveau laissée dans le flou pour la dernière mesure (c7 : « plan de lutte contre la résistance microbienne... en faisant le bilan de l'élevage productiviste »), mais en l'occurrence la référence aux préconisations de l'Organisation mondiale de la santé en dit long sur les intentions réelles de Mélenchon, puisque cette institution a récemment démontré son incapacité à s'opposer aux intérêts capitalistes à l'occasion de l'épidémie d'Ebola en 2015¹.

En somme, l'ensemble du paragraphe consacré à « faire passer la santé d'abord et pour tous » (6c) est rendu illusoire à la fois par l'évitement de la question du pouvoir économique et politique, qui reste implicitement entre les mains

de la classe capitaliste et par le refus d'aborder frontalement la nécessaire remise en cause de la propriété privée capitaliste.

Addiction, handicap, vieillesse...

Viennent ensuite des mesures spécifiques relatives à la lutte contre les addictions (6d). La logique générale est celle d'une rupture avec la logique de répression des consommateurs, pour favoriser une approche préventive et curative des addictions. En particulier, la production et la consommation de cannabis seraient légalisées. Ce serait certes une avancée significative, d'autant plus que la « lutte contre la drogue » est un des principaux motifs invoqués pour justifier la présence des forces répressives de l'État dans les quartiers populaires. Il manque néanmoins une mesure indispensable à la lutte contre les addictions, à savoir l'expropriation des grands groupes de production et de commerce de drogues, qu'il s'agisse de l'alcool et du tabac, des médicaments addictifs (antidépresseurs, anxiolytiques, somnifères, etc.) ou du cannabis (groupes relevant aujourd'hui de la criminalité organisée). En effet, c'est l'offre de drogues proposée par ces groupes qui crée en grande partie la demande, et la véritable lutte contre les addictions passe par leur décroissance et leur reconversion partielles, sous le contrôle des travailleur-e-s. Dans la société pour laquelle nous luttons, la consommation de substances addictives sera minimisée à la fois par le recul de la misère qui pousse à en abuser, et par le contrôle de la population sur leur production et leur circulation.

La suppression des obstacles aux personnes en situation de handicap fait l'objet du paragraphe 6e.

1. <https://npa2009.org/arguments/loms-entre-budgets-en-berne-et-reorientation-strategique>

Les mesures proposées sont nécessaires mais ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan du validisme. Dans la société capitaliste, les personnes présentant une corporalité ou une psychologie qui freine leur intégration dans la main d'œuvre exploitable sont stigmatisées et marginalisées. Elles sont notamment exclues de l'emploi ou assignées à des emplois peu valorisés. Il ne suffit pas de créer des emplois aidés. La seule réponse humaine et égalitaire pour lutter contre la stigmatisation validiste est le recrutement de chacune sur des postes adaptés avec les mêmes droits et conditions de travail, et la garantie d'un salaire à vie pour les personnes auxquelles il serait impossible de proposer un travail. Comme pour d'autres groupes affrontant des oppressions systémiques, l'émancipation des personnes assignées « handicapé-e-s » passe en outre par la lutte contre cette oppression, et notamment la lutte contre les mentalités validistes et le soutien à l'auto-organisation des personnes « handicapé-e-s ».

C'est la perte d'autonomie due au vieillissement qui est abordée au paragraphe 6f. Face à l'augmentation de l'espérance de vie, il est indispensable de développer des structures permettant de prendre en charge dignement les soins aux personnes âgées en perte d'autonomie. Or la plupart de ces structures sont des entreprises privées guidées par la recherche du profit, et il s'agit d'un secteur où les conditions de travail sont parmi les plus dégradées. L'intérêt des soigné-e-s est également loin des préoccupations de ces entreprises. Il s'agit simplement pour elles d'augmenter les tarifs et de minimiser les coûts, pour maximiser leurs profits. On ne peut donc accepter de confier aux capitalistes ce secteur de l'économie, et il est nécessaire de le col-

lectiviser pour qu'il soit géré par les travailleur-e-s du secteur. Par ailleurs, la portée des mesures proposées est sapée par la faiblesse des propositions relatives à la retraite (paragraphe 2o).

Dans l'ensemble, par son refus d'envisager la collectivisation des moyens de production et leur gestion par les travailleur-e-s eux/elles-mêmes, le programme de la FI s'interdit d'apporter une réelle solution aux problèmes relatifs aux addictions, au handicap et à la vieillesse. De plus, il ne laisse aux populations concernées qu'un rôle entièrement passif, au lieu de s'appuyer sur leurs organisations de lutte et leur capacité revendicative. Une mesure est particulièrement révélatrice du respect du système capitaliste et de ses institutions politiques : « tolérance 0 contre les entraves, les préfets pourront se substituer aux maires pour imposer les travaux » (6e1)! La reprise d'un langage sécuritaire (« tolérance zéro »), et surtout la place réservée aux préfets, qui sont directement nommés par le président de la République alors que les maires sont élus au suffrage universel, indiquent bien l'approche autoritaire sous-jacente. Nous y opposons une politique émancipatrice décidée par la population elle-même avec les méthodes de l'auto-organisation de masse (totale liberté dans la discussion, droit de vote universel mais différencié selon l'appartenance de classe, élection dans tous les domaines de représentant-e-s mandatés et révocables).

Souffrance au travail

Partant du nombre de décès liés au chômage au à l'emploi, le programme de la FI propose des réponses qui concernent presque uniquement les travailleur-e-s en emploi, tandis que les chômeur/ses (chômeur?) passent quasiment à

la trappe (6g). Nous proposons au contraire l'interdiction immédiate des licenciements, le partage du temps de travail entre tou-te-s et l'embauche des chômeur-e-s, pour mettre fin dès que possible au chômage et aux souffrances qu'il engendre. Voilà qui réduira en même temps drastiquement la souffrance au travail! Mais comment prétendre « en finir avec la souffrance sociale et la souffrance au travail » sans rompre avec le capitalisme, système qui jette à la rue les travailleur-se-s dont il n'a plus besoin et surexploite les autres? La question des conditions de travail est au cœur même de la lutte de classe entre exploiters et exploitée-s. Historiquement, les améliorations significatives des conditions de travail proviennent principalement des luttes collectives des travailleur-e-s : ainsi, la loi fondatrice de 1946 sur la médecine du travail était une concession de la classe capitaliste sous la pression de grèves massives dans une situation quasi-insurrectionnelle. Faire croire, comme Jean-Luc Mélenchon, qu'il serait possible d'obtenir de telles améliorations par la voie électorale, sans s'appuyer sur un mouvement de masse, est mensonger et criminel. Si jamais il était élu, il faudrait immédiatement se mobiliser pour nos conditions de travail et pour prendre le contrôle des moyens de production. Pour vraiment en finir avec la souffrance au travail, il faut en effet que les travailleur-e-s prennent le pouvoir économique et politique et réorganisent la production en fonction des besoins de toute la population (pas du profit de quelques-uns!) – pour que le travail cesse d'être aliénant et devienne pour chacune une activité choisie et émancipatrice.

Éducation

Les paragraphes 6h-k concernent l'éducation au sens large (y compris la petite enfance). « Verser une allocation familiale dès le premier enfant » (h1) introduit une rupture avec la logique familialiste incitant à avoir trois enfants ou plus, rupture qu'il faudrait systématiser en étendant à tou-te-s les familles (même les plus atypiques...) les avantages réservés aux « familles nombreuses ». L'objectif d'ouvrir 500 000 places de crèches en cinq ans (h2) ne répond pas suffisamment aux besoins des parents, et en premier lieu des mères, qui veulent concilier l'éducation de leurs enfants avec leurs propres aspirations. Il faudrait pour cela socialiser l'ensemble des établissements d'accueil pour la petite enfance, et les mettre gratuitement au service de la population. Enfin, « renforcer les moyens de l'aide sociale à l'enfance et de la protection judiciaire de la jeunesse » est une mesure à double tranchant, car on sait que bien souvent ces services de l'État servent à la répression des familles populaires, non-blanches ou atypiques. Une telle mesure ne serait tout à fait progressiste que dans le cadre d'un État des travailleur-e-s qui assurerait la transition vers le socialisme, et notamment vers l'abolition des structures familiales traditionnelles par la socialisation de la garde des tâches domestiques.

Les mesures concernant les établissements d'enseignement primaire, secondaire général et professionnel, et supérieur ainsi que la lutte contre l'illettrisme (6i-l) reprennent des revendications réelles des enseignant-e-s, des parent-e-s d'élèves et des élèves qui se sont exprimées notamment dans le mouvement contre la réforme du collège. On pourrait néanmoins les compléter par d'autres tout aussi

actuelles, par exemple pour faciliter la mobilité professionnelle des enseignant-e-s. Plus fondamentalement, cette partie du programme fait globalement l'impasse sur deux des principales fonctions du système éducatif au sein du système capitaliste :

- la justification de la division du travail par la distribution différenciée des qualifications ;
- la production et la diffusion de l'idéologie au service des classes dominantes.

Or ce n'est pas assez d'assurer les moyens pour un bon fonctionnement du système éducatif qui, assurément, dysfonctionne aujourd'hui, conduisant à la prolétarisation des métiers de l'enseignement et à une baisse générale de la qualité de l'enseignement ; ce n'est pas assez de s'opposer à la logique austéritaire et concurrentielle qui se répand à tous les niveaux de l'enseignement ; encore faut-il rompre avec la logique capitaliste qui subordonne l'éducation de la population aux besoins des exploitateur-e-s et à la justification du système en place ! Pour cela, c'est aux exploité-e-s et aux opprimé-e-s d'inventer d'autres institutions et formes d'enseignement, ouvertes, populaires, émancipatrices et auto-gestionnaires. Pour cela, des expériences aujourd'hui vivaces peuvent servir d'inspiration, comme celles des établissements autogérés, des pédagogies alternatives employées dans des établissements du public comme du privé (méthodes de Célestin Freinet, d'A.S. Neill, etc.), ou encore l'expérience historique de l'université de Vincennes créée suite au mouvement de Mai 68.

On a la nette impression que cette partie du programme a été, plus que d'autres, rédigée en étroite collaboration avec des personnes concernées, et en l'occurrence,

des enseignant-e-s ou parent-e-s d'élèves engagé-e-s - est-ce que cela reflète la sociologie du mouvement France insoumise ? Il est d'autant plus dommage de ne pas s'être inspiré des nombreuses réflexions et expériences qui sont faites sur le terrain et qui permettent de dessiner dès aujourd'hui un projet d'éducation alternatif, affranchi des contraintes du capitalisme et mis au service de l'émancipation humaine. Cela aurait évité à cette partie du programme, une des plus concrètes, de se limiter à contester les évolutions de l'éducation à l'époque néolibérale, et lui aurait donné une dimension proprement anticapitaliste.

Culture, sports, publicité...

« Retrouvons l'ambition culturelle » (6m) : pour se donner les moyens de cette ambition, pour libérer véritablement la création culturelle et artistique, il faut s'en prendre frontalement à la logique du profit qui organise la production capitaliste. Il faut abolir la propriété privée sur les créations de l'esprit (droits d'auteur etc.) tout en créant un statut de travailleur-artiste rémunéré pour son travail par un salaire, statut inspiré – la précarité en moins – de celui des intermittent-e-s du spectacle, ou d'autres plus protecteurs comme le statut des artistes en Belgique. Il faut mettre en place des organisations de culture populaire, sous le contrôle des exploité-e-s et des opprimé-e-s, pour décider de l'attribution de ce statut, pour ouvrir largement les infrastructures artistiques et culturelles (comme les salles de spectacle ou d'exposition, les ateliers etc.), y compris aux amateurs/trices, et pour encourager la création sous toutes ses formes par les exploité-e-s et les opprimé-e-s. C'est ainsi, et non par une politique de subventions éta-

tiques attribuées bureaucratiquement, qu'il est possible de combattre le monopole d'une élite intellectuelle sur la création reconnue par les institutions tout en permettant à l'ensemble de la population d'accéder à la création artistique et culturelle.

« Libérer le corps et les sports de l'argent » (6n) : ce noble objectif se heurte aux limites déjà décrites dans le paragraphe précédent. C'est à des instances issues de l'auto-organisation des exploités et des opprimés qu'il revient d'attribuer les ressources en matière de sport, et non à la bureaucratie capitaliste de grandes fédérations sportives comme la FFF. La condition pour une telle libération des corps est l'expropriation des grands groupes capitalistes du sport-spectacle. En admettant que le sport professionnel ne soit pas simplement aboli, il faudrait que les sportifs professionnels aient un statut de fonctionnaires au service de la collectivité. En parallèle, il faudrait encourager les formes de sport non-compétitif pour lutter contre l'idéologie de la concurrence qui s'est emparée du sport moderne sous l'influence du capitalisme et permettre une émancipation des corps en dehors de toute norme socialement imposée.

Enfin, les mesures pour « lutter contre l'agression publicitaire et la marchandisation » (6o) sont parfaitement inadéquates. Le secteur publicitaire en France représente un chiffre d'affaires annuel

de plus de 30 milliards d'euros, soit environ 1,5 % du PIB. Son activité est au mieux inutile, et le plus souvent nuisible. Il est irréaliste de penser qu'il peut être réformé dans le cadre des institutions capitalistes. C'est un parfait exemple de secteur qu'il faudrait, après l'avoir exproprié, faire décroître drastiquement puis reconvertir sous le contrôle des travailleur-e-s et de la population. Il pourrait notamment servir à diffuser des informations utiles ou des campagnes idéologiques décidées démocratiquement (contre le racisme, le sexisme, le gaspillage...).

Recherche scientifique

L'ensemble du chapitre 7 est consacré à définir des priorités dans le domaine de la recherche scientifique : « La mer, l'espace, le monde du numérique et du virtuel sont les nouvelles frontières de l'Humanité » selon Mélenchon et il s'agit donc de « porter la France aux frontières de l'Humanité ». Malgré cette belle formule, on est d'emblée choqué par la rhétorique chauvine qui présente la recherche scientifique comme un ressort de la « puissance », de la « souveraineté », de « l'indépendance » et de « l'excellence » de la France ! Sur le fond, les priorités identifiées sont certes pertinentes, mais telles qu'elles sont formulées, elles restent compatibles avec les intérêts de la classe capitaliste à la recherche de nouvelles

sources de profit. L'absence totale des sciences humaines et sociales est en revanche tout à fait inexplicable. À ce déséquilibre en faveur des sciences naturelles et de leurs applications technologiques, nous opposons une conception totalisante de la recherche scientifique qui, tout en développant les forces productives de l'humanité par le développement des sciences naturelles, contribue également à son émancipation par la critique de la société actuelle et l'élaboration en positif d'un socialisme scientifique reposant sur une conception matérialiste et dialectique du monde. Le développement d'une science totale des sociétés humaines et de la nature est indispensable à la planification socialiste de l'économie. Un tel développement est déjà en cours aujourd'hui, porté, souvent de manière souterraine, par de nombreux/ses militant-e-s et intellectuel-le-s, malgré l'idéologie capitaliste dominante et les tendances réactionnaires de la période. C'est seulement en se nourrissant de ces innovations radicales qu'une campagne pour les élections présidentielles peut véritablement incarner la rupture avec le système la possibilité concrète d'une autre société, sans classe, sans race, sans genre et sans aucune oppression, fondée sur la libre association des travailleur-e-s en vue de l'émancipation de tou-te-s.

Tendance CLAIRE,

15 mars 2017

Cette brochure est le supplément à Au CLAIR de la lutte n° 19 (n° ISSN : 2101-6135.).

Comité de rédaction : Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.

- Site actualisé chaque jour : <http://tendanceclaire.org>
- Courriel : contact@tendanceclaire.org
- Téléphone : 06 64 91 49 63

Brochures de la Tendance CLAIRE du NPA

★ Brochures thématiques ★

- Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
 - Textes sur la jeunesse
 - Textes sur l'art et la culture
 - Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
 - Crise et lutte de classes en Grèce (2010-2012)
-

★ Cahiers d'histoire des révolutions ★

- Mai-juin 68 en France : grève générale mais situation révolutionnaire trahie
 - La révolution espagnole (1936-1939)
 - Les révolutions russes
 - Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
 - Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
 - Les révolutions chinoises
-

★ Pour l'orientation ★

- Orientations pour la lutte de classe en France (2009-2011)
- Positions internationalistes et anti-impérialistes (2009-2011)
- La lutte pour un NPA révolutionnaire depuis le congrès fondateur
- Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ? (analyse critique du programme du FdG)
- Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste

Pour vous les procurer

- site internet : tendanceclaire.org
- email : contact@tendanceclaire.org
- Téléphone : 06 64 91 49 63

Sommaire

Introduction	(p. 1)
– L'impasse antilibérale de Mélenchon.	(p. 1)
Protéger et Partager	(p. 4)
– Un programme antilibéral illusoire qui promet la lune sans toucher substantiellement à la propriété des capitalistes!	(p. 4)
Écologie	(p. 7)
– Un catalogue de mesures qui ne permet pas de faire face à la crise écologique	(p. 7)
Union Européenne	(p. 9)
– Quelle rupture avec l'Union européenne actuelle?	(p. 9)
La Nation	(p. 11)
– La France « nation universaliste » ou comment légitimer l'impérialisme et la présence post-coloniale	(p. 11)
L'avenir en commun	(p. 15)
– Un programme pour le « progrès humain »?	(p. 15)

Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la gauche de la gauche est à l'origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin Au CLAIR de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.org>
- Courriel : contact@tendanceclaire.org
- Téléphone : 06 64 91 49 63